



# La lettre de PMCT

Bulletin n° 7 Mars 2010

Table ronde

Les problèmes de la paix dans la région Tchad, Soudan, RCA`  
Paris, INALCO, 14 janvier 2010

## Texte introductif

Acheikh IBN-OUMAR

Depuis la mise en application de la Convention interdisant le commerce des espèces menacées, en 1990, le Soudan n'autorise plus comme auparavant la commercialisation de l'ivoire, ou alors simplement des débris. Curieusement, pour le visiteur des boutiques spécialisées de Khartoum Nord et d'Omdourman, il saute aux yeux que le marché de l'ivoire qui s'était relâché en conséquence, a pratiquement explosé ces dernières années. Les spécialistes ont remarqué, en Asie et notamment en Chine et en Corée, une importation massive d'ivoire en provenance du Soudan. L'origine supposée de cet ivoire est le Sud-Soudan désorganisé par la guerre et le Nord de la RDC.

Mais en essayant d'observer d'un peu plus près les personnes impliquées dans la longue chaîne de ce trafic, les grossistes d'Omdourman, les transporteurs, les receleurs de Nyala, et en se rappelant l'histoire de l'instabilité de la zone, on découvre que l'explosion de l'exportation de l'ivoire à partir du Soudan vers l'Asie trouve son origine dans la zone frontalière entre les trois pays Soudan, RCA et Tchad ; surtout le Nord-Est de la RCA qui est aujourd'hui pratiquement vidé de sa population d'éléphants après celle des rhinocéros. Ce n'est pas seulement un phénomène de banal trafic. En aval, il y a évidemment la demande de l'Asie, et la présence massive de travailleurs chinois et coréens ces dernières années au Soudan qui rapportent chez eux des pièces travaillées, en toute légalité, avec un effet de masse certain. Quant à l'ivoire brut, il est très probable qu'une grande partie est exportée illégalement vers l'Asie, à travers l'Égypte ou d'autres pays. L'arrivée massive de ces travailleurs asiatiques est le résultat de deux phénomènes conjugués : le boom pétrolier, et les sanctions américaines contre le Soudan, lesquelles ont contraint ce pays à tourner le dos aux entreprises occidentales.

Mais en amont, les choses sont un peu plus compliquées. Qui dit trafic d'ivoire dit braconniers. Qui sont-ils ? En fait, il s'agit d'un petit nombre de professionnels expérimentés qui ont toujours sévi dans la région depuis la nuit des temps, auxquels s'ajoute un grand nombre de braconniers occasionnels à la recherche d'une rentrée rapide d'argent. Les parcours de vie de ces derniers, « les intermittents du braconnage » si j'ose dire, sont un concentré des conflits communautaires, des luttes politiques, des interventions extérieures et des bouleversements environnementaux et sociaux. Dans leurs rangs on trouve d'anciens rebelles, des anciens soldats gouvernementaux, des ruraux privés de leurs sources de revenus par la sécheresse et par les conflits armés. Et si l'on remonte un peu dans l'histoire, on voit que dans les années 60 et 70, la partie tchadienne de cette zone était occupée par des groupes de guérilleros de la 1<sup>re</sup> armée du Frolinat. À l'époque, le trafic d'ivoire était la principale source de financement de la lutte pour l'achat d'armes, de munitions et de vivres dans les localités frontalières. Les éleveurs nomades Fellata auxquels les guérilleros imposaient une sorte d'impôt révolutionnaire en nature, avaient coutume de dire avec leur humour caractéristique que les victimes de la Révolution tchadienne étaient les trois « Fa » à savoir : le « Fil »

(éléphant en arabe), les FAN (groupe de Habré considéré comme renégat par les autres factions du Frolinat) et les Fellata.

À partir, des années 80, avec l'irruption de la rivalité de la guerre froide au Tchad illustrée par l'intervention massive de la Libye, des USA, de la France et du Soudan notamment, les mouvements tchadiens ont été littéralement submergés par des aides logistiques plus conséquentes en quantité et en qualité. Le style guérilla de lutte a été abandonné au profit de méthodes fulgurantes dignes des jeux vidéo : ce que les journalistes appellent les « Rezzou Toyota ». Les combattants n'avaient plus besoin de financer leurs activités par le trafic d'ivoire et les collectes auprès de la population. Mais comme, c'était une activité lucrative, certains guérilleros ont abandonné la lutte pour se mettre à leur compte en renforçant les rangs des braconniers professionnels surtout originaires du Sud-Darfour. Le trafic a continué avec des hauts et des bas, car la demande continuait à exister.

Ce cas particulier du trafic de l'ivoire montre que les problèmes de l'instabilité entre le Tchad, le Soudan et la RCA sont liés. Si on élargit un peu le zoom, on constate qu'il y a des interactions manifestes entre les mouvements dits « rebelles » centrafricains, tchadiens et soudanais, je dis interactions et non pas forcément complicité directe. Par exemple, pendant les opérations de l'opposition tchadienne en octobre 2006, certains groupes centrafricains ont profité de la situation pour former une coalition rapide et éphémère pour passer à l'attaque à partir de la frontière tchadienne. En remontant enfin jusqu'à Bangui, Khartoum et Ndjamena, on constate que les gouvernements de ces trois pays, impliqués dans l'affrontement avec leurs oppositions armées, sont aussi impliqués de façon déterminante dans les luttes chez leurs voisins. Par rapport à l'actualité, le soutien du Tchad et du Soudan à leurs rébellions respectives est en fait reconnu par ces deux gouvernements même s'il est parfois nié pour les besoins de la diplomatie.

On peut rappeler quelques précédents épisodes célèbres :

- La conquête du pouvoir, par Hissène HABRÉ en 1982 et par Idris DÉBY ITNO en 1990, à partir du Darfour avec pour le premier l'aide de la France, des USA et de pays arabes pro-occidentaux, et pour le second l'aide de l'infatigable France associée pour la circonstance à la Libye et au Soudan.
- Le retour au pouvoir en RCA du défunt président David Dacko, en 1979, grâce à l'opération militaire française dite « Barracuda », s'appuyant sur la base de N'Djaména.
- Le coup d'état du général Bozizé, en mars 2003, à partir du Sud-Tchad avec la participation ouverte de militaires tchadiens, les fameux « libérateurs », dont une partie est rentrée au Tchad, une autre à regagné la rébellion tchadienne au Darfour et une autre s'est reconvertie dans les différents mouvements armés du Nord de la Centrafrique.
- Les attaques spectaculaires de la rébellion du Darfour, en 2003, à partir de la frontière tchadienne, qui marquèrent le début de l'explosion qui continue à ravager cette région.

Si j'ai pris comme angle d'entrée le cas anecdotique du trafic d'ivoire, c'est pour montrer que les crises qui affectent ces trois pays sont liées, justifiant ainsi l'initiative de notre association d'étudier les situations de ces trois pays comme sujet de cette Table ronde.

Pour ma part, je pense que non seulement, les trois crises (terme auquel je préfère celui d'instabilité) sont liées, mais qu'elles sont en train de fusionner en une seule méga-crise ; de telle sorte qu'il est difficile de les résoudre séparément. Les auteurs d'une récente analyse en anglais publiée par un *think tank* basé en Suisse ont utilisé le terme de « tormented triangle » pour qualifier l'ensemble Tchad, RCA, Soudan. Évidemment, l'imbrication de ces trois situations ne veut pas dire que les situations internes soient semblables.

Passons rapidement en revue quelques similitudes et différences :

À part l'imbrication croissante des phénomènes militaires et politiques entre le Tchad, le Soudan et la RCA, on peut noter quelques similitudes internes. Pour reprendre la fameuse formule de René Dumont, dès l'indépendance, ces pays étaient « mal partis ».

En RCA, depuis la prise du pouvoir par feu Bokassa, et sa gestion grand-guignolesque, le pays est entré dans un coma progressif dont il a du mal à se relever.

Au Tchad, les embrasements récurrents ont eu pour étincelle, la répression sanglante du 16 septembre 1963, dans un climat de contestation de l'instauration du parti unique par Tombalbaye par certains leaders du Nord.

Au Soudan, le conflit a démarré un peu avant l'Indépendance, quand fin 1955, des unités militaires basées au Sud se sont mutinées pour refuser d'être transportées à Khartoum dans le cadre de la préparation

de l'avènement de l'Armée nationale soudanaise avec le départ proche de l'administration coloniale, marquant ainsi le début de la première guerre dans cette région.

Une seconde similitude, c'est que les pouvoirs dans ces trois pays sont tous issus de putschs militaires, ayant accepté de s'engager dans une transition démocratique assez mal maîtrisée, en se faisant parfois tirer l'oreille, à l'issue d'accords avec les mouvements armés ou les partis civils sous le parrainage de la communauté internationale. Transitions marquées par des percées significatives, comme les CPA pour le Soudan, le dialogue inclusif en RCA, ou la conférence nationale souveraine au Tchad, mais marquées aussi par des dérapages graves comme les assassinats d'opposants, les campagnes disproportionnées de répression, ou le reniement des engagements pris. À tel point, que si transition il y a, on ne sait plus très bien vers quelle destination politique on transite.

Enfin, il y a évidemment les problèmes humanitaires communs : la présence très massive de réfugiés soudanais du Darfour dans l'Est du Tchad, celle de réfugiés centrafricains au Sud du Tchad, et aussi, on en parle très peu, les réfugiés tchadiens au Soudan ; problèmes humanitaires qui sont le principal aiguillon des interventions extérieures à travers la multitude des ONG et les forces internationales.

Bien sûr à côté de ces similitudes, il y a des différences notables qui sont tout d'abord la formulation des revendications politiques.

Ainsi au Soudan, le trait marquant de tous les soulèvements est leur caractère régional ou communautaire, sous l'étendard très commode de la marginalisation du sud, de l'est, de l'ouest (Darfour), par le pouvoir central de Khartoum ; avec la perspective d'une possible remise en cause de l'État à travers une possible indépendance totale du Sud lors du prochain référendum d'autodétermination. Notons aussi l'empressement à poser le problème du démembrement d'un État, en contradiction avec la Charte africaine, en comparaison avec la non-résolution du problème d'auto-détermination au Sahara occidental alors que la RASD a été reconnue par l'OUA il y a un quart de siècle

Au Tchad, malgré le caractère ethnique de la composition des différents mouvements et leur ancrage régional, la revendication politique n'a jamais été régionaliste ; le différend a toujours porté sur la gestion du pouvoir central. Même les courants fédéralistes sont très unitaristes, dans la mesure où ils pensent appliquer leur système fédéral à travers un changement politique global au niveau national et non à travers une revendication régionaliste. Il reste à voir si, le pourrissement de la situation ne va pas reposer, avec le temps, la question des revendications régionalistes, et pas nécessairement seulement pour les populations du Sud.

Quant à la RCA, malgré l'existence d'enjeux politiques réels, portés par des partis politiques ayant des projets de société différents, malgré l'évidence de la donne ethno régional, le trait qui me semble le plus marquant, c'est l'évaporation progressive des structures administratives, illustrée par le titre d'une récente étude intitulée : « RCA l'État fantôme ».

En fait comme cela a été dit par beaucoup d'analystes, le problème de beaucoup de pays africains c'est la faiblesse de l'État, la persistance des allégeances communautaires, alors que les enjeux internes et l'insertion dans le jeu international nécessitent un État de plus en plus fort et une communauté nationale de plus en plus solidaire.

C'est pourquoi le terme d'instabilité me semble plus approprié que celui de crise. Cette instabilité n'est pas née avec les conflits violents qui éclatent régulièrement pour des raisons ou d'autres, mais elle est constitutive de l'État lui-même. Instabilité institutionnelle, avant d'être sociale ou politique. Nos États sont des constructions incomplètes et fragiles.

Quant au sentiment national, il est plombé par l'imaginaire des populations, structuré par les prouesses des ancêtres et les légendes des migrations fondatrices, et aussi, ces dernières années par les idéologies religieuses transnationales comme les mouvements évangélistes et surtout le millénarisme néo-islamiste, qui a déjà gagné la partie sur le plan idéologique et qui a de sérieuses chances de gagner sur le plan politique dans beaucoup de pays.

Les pouvoirs centraux quant à eux, marqué par cette instabilité congénitale sont pris dans un tourbillon où ils essaient tant bien que mal de concilier à la fois leur volonté à se perpétuer à n'importe quel prix, les pillages des ressources de l'État par leur clientèle ethnique ou partisane, l'insertion profitable dans le jeu des rivalités des grandes puissances, l'assurance d'un service social minimum à la population et la nécessité de calmer la Communauté internationale par ce que le professeur Mbembé appelle le multipartisme administratif. Le tout sur fond de dégradation de l'environnement et de raréfaction des ressources agropastorales et de mondialisation imposée au galop.

Les différentes oppositions, sont elles aussi une espèce de reflet miroir des pouvoirs qu'ils combattent ;

Le problème de la paix dans cette région nécessite tout d'abord des leaderships nationaux capables d'imposer des choix douloureux à leurs clientèles, et une approche moins hâtive et superficielle de la part de la Communauté internationale

Cette Communauté internationale qui ne s'est occupée de la région qu'à partir de la situation humanitaire du Darfour et dont beaucoup d'acteurs ont cru et continuent à croire que les situations au Tchad et en RCA ne sont que les résultats des débordements de la crise du Darfour, cette communauté internationale s'est largement trompée ; elle a déployé des moyens énormes et dépensé une énergie diplomatique considérable pour mettre en place des solutions informées par cette vision étriquée des problèmes.

Nous ne prétendons, pas au cours des communications et de la discussion qui va suivre, cerner tous les aspects, nombreux, anciens et complexes, de ces situations, mais nous avons avec nous des analystes qualifiés pour jeter quelque lumière sur les trois thèmes retenus.

## **Le Darfour – organisations internationales et crise régionale – 2003-2008 : réflexion**

### **Marc Fontrier**

La crise régionale qui s'est développée depuis le Darfour ne peut être analysée à partir du seul espace soudanais. Très vite en effet, ses métastases ont convaincu l'observateur, même le plus médiocre, de porter bien plus loin son regard. Cette nécessité d'étendre le champ des investigations porte sur l'action et les positionnements des voisins tchadien et centrafricain. Elle doit aussi s'intéresser aux modèles de fonctionnement spécifiques de l'ensemble des institutions qui se sont engagées à participer au règlement de cette crise multiple et protéiforme

En partant d'un postulat à peu près admis par tous, à savoir le caractère colonisé de l'ensemble de la périphérie soudanaise, l'étude a tenté d'échapper aux discours convenus dans deux registres précis : le compassionnel et le complaisant.

C'est pourquoi, il s'est surtout agi de ne désigner ni le méchant, ni le gentil, au prix parfois d'un discours en réalité plus désabusé que cynique. Une cause a priori bonne a souvent montré la capacité des acteurs qui la défendent à en pervertir systématiquement l'idéal. Par ailleurs, intérêt individuel et intérêt collectif, droits de l'homme et raison d'État sont des concepts depuis longtemps instrumentalisés à l'envie par ceux dont l'activité se nourrit de la guerre. Et ceux-ci sont plus nombreux qu'il n'y paraît. On les croise pour le meilleur comme pour le pire dans les registres les plus variés : journalistes, humanitaires, commerçants, gens d'affaires et hommes politiques. Nombreux sont ceux qui gagnent leur vie à parler de la bataille ou qui participent d'une façon ou d'une autre de son économie.

La trame de la recherche procède de la mise en exergue de trois phénomènes :

- **La difficulté pour les Africains eux-mêmes à réellement exister politiquement.**

Les faiblesses internes des institutions africaines sont connues, rarement franchement et honnêtement dénoncées, mais plutôt sournoisement déclinées dans les couloirs des grandes chancelleries : intérêts personnels, ambitions rampantes, risque de voir se substituer à un système corrompu un autre guère plus prometteur. Un discours qui par ailleurs se plaît à ignorer sans vergogne les vicissitudes actuelles du monde développé. Mais, autre chose de plus affligeant dans le fond ressort de l'ensemble des démarches engagées dans l'espoir de la paix : un certain refus de reconnaître au continent le droit d'accoucher de ses propres processus de règlement des crises, un manque de patience, l'obstination des grandes organisations, internationales, gouvernementales, non gouvernementales à imposer sans recours leur présence et leurs méthodes dans un cadre imposé et qui leur convient.

- **Le décalage entre le moment des interventions internationales et les développements du terrain**

La crise autour du Darfour s'est déclinée de façon telle que chaque étape a donné lieu à des réactions décalées de la part des institutions internationales qui se sont à un moment ou à un autre piquées de participer à sa résolution. Ainsi, au moment où les Nations unies engagent une action visant à faire pression sur Khartoum, c'est une lutte entre les rébellions qui s'est substituée depuis quelque temps déjà aux affrontements centre-périphérie. Lorsqu'intervient la prise de conscience de ce nouveau contexte, c'est une

guerre par procuration entre le Tchad et le Soudan qui s'est développée sur le terrain. Ces temps de retard récurrents à chaque phase de la crise se conjuguent aux lenteurs d'une Union africaine impécunieuse, aux ressorts encore mal rodés, et à des Nations unies enferrées dans des procédures d'une extravagante lourdeur. Ils se nourrissent aussi d'un manque de courage patent face à une opinion internationale opprimée par un discours médiatique certes bien intentionné, mais le plus souvent contre-productif.

- **Les difficultés à projeter une opération internationale cohérente**

Monter une opération de maintien, de restauration ou d'imposition de la paix nécessite – sauf à être américain – de l'inscrire dans une opération internationale menée sous mandat des Nations unies. Or, il apparaît que, en particulier sur le plan militaire, les matériels, les procédures et surtout les normes d'emploi qui diffèrent selon les États obèrent systématiquement la mise en cohérence des moyens mobilisés. Sur le terrain, dans un cadre plus général, le souci de rester maître absolu dans sa propre activité, dresse jusqu'à les priver de toute forme de concertation acteurs humanitaires contre acteurs institutionnels, urgentistes contre développeurs. Arc-boutés sur leurs positions, les comportements de chacun paraissent étrangement proches de ceux des entreprises luttant entre elles dans les secteurs de l'économie.

Ainsi, face à un Darfour où rien n'est réglé et un Sud qui risque dans un proche avenir de renouer avec la guerre, ce sont tous les acteurs, surtout les mieux intentionnés, qui doivent accepter de faire un bilan lucide de leur action.

Marc Fontrier. *Le Darfour – Organisations internationales et crise régionale 2003-2008*, Bibliothèque Peiresec 20, L'Harmattan, 2009.

### **Darfour : des dynamiques locales à la réconciliation globale ?**

#### **Jérôme Tubiana**

Alors que le conflit au Darfour entre dans sa huitième année, la violence a décliné et surtout pris de nouvelles formes (affrontements entre groupes rebelles, conflits entre groupes pro-gouvernementaux), tout comme ont évolué les positions de tous les acteurs du conflit, y compris les près de trois millions de déplacés. L'une des évolutions les plus importantes, mais pas les plus visibles, est la multiplication d'accords au niveau local entre communautés. Les groupes armés y participent aussi : en particulier la faction de l'Armée de libération du Soudan (SLA) dirigée par Abdelwahid Mohamed Ahmed Nur, qui, tout autour du massif du Jebel Marra qu'elle contrôle, a établi des accords avec de nombreux groupes arabes qui se détournent du gouvernement, y compris d'anciens "Janjawid". Le gouvernement tente aussi de favoriser certains accords locaux, mais avec un succès limité : l'absence d'interférence de Khartoum semble être un des points essentiels de la réconciliation locale. Les différents accords sont extrêmement variables quant à leur étendue géographique, leur durabilité, leur efficacité et leur sincérité, mais ils ont en général en commun de mettre particulièrement l'accent sur la sécurité et les activités économiques (cultures, pâturages, et surtout échanges sur les marchés).

Les îlots de stabilité qui en résultent sont fragiles. Pour la communauté internationale, dont les tentatives d'obtenir une paix négociée entre gouvernement et rebelles, et d'y impliquer la société civile, semblent pour l'instant vaines, la question se pose de savoir si elles pourraient soutenir cette stabilité locale, notamment par des programmes d'aide ou de développement. Mais la prudence est nécessaire. Les risques sont réels que l'aide internationale ne puisse nuire à ces processus locaux, ne serait-ce qu'en les rendant trop visibles.

### **Aide humanitaire et urbanisation des camps de déplacés au Darfour**

#### **Patrice Weissman**

Les camps du Darfour n'en finissent pas d'accueillir de nouveaux déplacés. Au 1<sup>er</sup> juillet 2008, le bureau de coordination des affaires humanitaires de l'ONU estimait à 2,7 millions la population totale des camps, contre 1,8 million en 2005. Alors que le taux d'urbanisation du Darfour ne dépassait pas 15% il y a 15 ans, les deux tiers de la population vivent aujourd'hui dans les villes ou dans les camps qui les entourent. Cette urbanisation brutale se serait vraisemblablement accompagnée d'une catastrophe sanitaire de grande ampleur sans l'intervention des agences de secours de l'ONU, du CICR et des ONG humanitaires à partir de 2004. En 2007 et 2008 cependant, une remontée significative des taux de malnutrition infantile a été enregistrée dans de nombreux camps. Cette détérioration est en partie produite par le refus du système de

l'aide d'assister l'ensemble des nouveaux déplacés. Depuis 2007, le Programme alimentaire mondial distingue parmi les personnes qui continuent d'arriver dans les camps, les 'déplacés' fuyant la guerre, des 'migrants économiques' fuyant la misère. Désormais, seuls les premiers ont droit à l'aide alimentaire.

Ce rationnement est justifié au nom de la lutte contre les effets pervers de l'aide. Comme beaucoup d'humanitaires, les responsables du PAM sont persuadés que l'afflux continu de déplacés s'explique autant, sinon plus, par l'abondance de l'aide à l'intérieur des camps que par la guerre à l'extérieur. Les nouveaux arrivants seraient en large part des familles épargnées par le conflit, mais préférant (par paresse ?) s'entasser à la périphérie des villes pour bénéficier d'une assistance gratuite. Le système humanitaire rendrait ainsi dépendantes des familles qui ne l'étaient pas. De plus, il se ferait complice d'une campagne de « nettoyage ethnique » en accélérant l'exode de populations rurales dont les terres sont réoccupées par d'autres groupes. Ce raisonnement est doublement discutable. Tout d'abord, sauf à considérer que la misère est sans rapport avec la guerre, il est impossible de distinguer entre déplacés de guerre et migrants économiques. Si l'aide humanitaire contribue à rendre les centres urbains plus attractifs, c'est avant tout au regard d'une situation misérable en zone rurale qui n'a cessé de se dégrader avec le conflit. Avant d'être attirés vers les villes et l'aide humanitaire, les villageois sont chassés des campagnes par la misère et l'insécurité, indissociablement mêlées. Trier entre « migrants économiques » et « déplacés » ne peut conduire qu'à priver arbitrairement de secours des personnes poussées à l'exode par la faim et la peur.

Quant à l'ambition de maintenir ou rétablir la répartition géographique des populations antérieure au conflit, elle ne va pas de soi. L'aide humanitaire n'a pas nécessairement vocation à se transformer en entreprise d'ingénierie sociale chargée de restituer les sociétés dans l'état où elles étaient avant la crise. L'histoire récente des conflits mozambicain, angolais, libérien et sierra-léonais, nous enseigne qu'à la différence des réfugiés la grande majorité des déplacés ne retournent pas « chez eux » à la fin des hostilités. La guerre n'est pas seulement une succession de crimes effroyables. C'est aussi un puissant accélérateur de transformation sociale que les humanitaires sont parfois tenus d'accompagner.

## **Pétrole et conflits au Tchad : la « malédiction des ressources naturelles » confirmée ?**

*Géraud Magrin*

Le Tchad a semblé confirmer les pronostics les plus pessimistes sur les risques de l'exploitation pétrolière dans les pays pauvres : les conflits qui l'ont ébranlé depuis 2005-2006, coalescents avec la crise du Darfour, auraient, notamment, des causes pétrolières. Les tenants de la « malédiction des ressources naturelles » identifient en effet trois principaux effets négatifs associés à l'arrivée de rentes issues de ressources naturelles (Rosser 2006) : des contre-performances macro-économiques, des problèmes de gouvernance (tendances à l'autoritarisme et à la corruption) et des conflits (autour de la captation et de la redistribution de la rente, qui seraient plus fréquents, plus intenses et plus longs qu'ailleurs). Quand la rente est fournie par le pétrole, ceux-ci se manifestent par des tentatives de sécession ou par une lutte pour le pouvoir central (Le Billon 2005). En utilisant ces grilles de lecture (notamment les entrées par la gouvernance et les conflits), cette communication s'interroge sur la possibilité d'une autre lecture quant aux conséquences de l'exploitation pétrolière au Tchad.

1/ Force est de souligner que le Tchad avant l'ère pétrolière était déjà confronté aux difficultés propres aux États en contexte post-ajustement : un État dans lequel les principales fonctions de légitimation – fourniture de biens publics aux populations (santé, éducation, infrastructures, etc.) deviennent l'apanage de la coopération internationale, l'État se concentrant sur ses fonctions de coercition (Magrin, van Vliet 2009). S'y ajoutent, de manière plus spécifique, les divisions profondes héritées d'une longue histoire politique conflictuelle. L'ère pétrolière a ainsi souligné certaines faiblesses de l'État tchadien (capacités limitées de mise en œuvre des projets, corruption, autoritarisme), sans que l'on puisse dire qu'elle les a créées. L'État tchadien est-il devenu un « État failli durable » (Soares de Oliveira 2007) ? C'est-à-dire un État failli (coercition sans légitimation) renforcé par les ressources pétrolières et le soutien extérieur associé au statut de producteur de pétrole ? En février 2008, le régime a été tout près de ne pas rester « durable ». Mais surtout, toutes choses égales par ailleurs, la contagion du conflit soudanais a joué un rôle dans les choix réalisés : les impératifs de défense du régime se sont imposés au premier rang des priorités, devant les velléités d'entreprendre des politiques publiques susceptibles de reconstruire une forme de légitimité. À grande échelle, enfin, le projet pétrolier a joué un rôle perturbateur analogue à celui de l'aide humanitaire au Ouaddaï (Bégin-Favre 2008).

2/ Le pétrole a-t-il jeté de l'huile sur le feu des conflits tchadiens et tchado-soudanais ? Au Tchad, contre certains pronostics, l'exploitation du pétrole de Doba ne s'est pas accompagnée jusqu'à présent d'un rejet de la vieille fracture Nord / Sud et d'un retour des tentations sécessionnistes méridionales (Magrin 2001). Cette opposition Nord / Sud est aujourd'hui moins structurante que par le passé dans le champ politique national, et les installations pétrolières n'ont jamais été menacées au cours des phases de combat qui se sont succédées. En revanche, il est manifeste que la lutte pour la rente étatique gonflée par les recettes pétrolières a joué un rôle dans ces dernières années troublées : la défection de proches du régime en 2004 fait suite à la décision d'Idriss Déby de modifier la constitution pour se maintenir indéfiniment au pouvoir ; elle trouvera dans la crise du Darfour un terrain porteur. De même, les rentes pétrolières des années 2006-2008, proportionnelles à des cours du baril très élevés, ont permis aux États voisins (Tchad et Soudan) de financer chacun contre l'autre une rébellion, et d'acquérir des armes en grande quantité, comme en a témoigné de façon spectaculaire le défilé de la fête nationale tchadienne du 11 août 2008. Le retournement des cours en 2008 n'est-il pas un des facteurs (parmi beaucoup d'autres) expliquant l'apaisement relatif du conflit en 2009 ?

La thèse de la « malédiction » implique cependant un déterminisme qui n'aide pas à penser la complexité des changements à l'œuvre. Or, il nous paraît intéressant d'insister sur les espaces de bifurcation que l'événement pétrolier a pu introduire dans un pays comme le Tchad (van Vliet, Magrin 2009), au-delà de l'échec bien connu du projet tel que l'avait rêvé la Banque mondiale (Pegg 2009). Ceux-ci se lisent dans les espaces d'apprentissage ouverts à la société civile lors de la négociation du projet puis après, dans la formation de quelques centaines de cadres de l'État ou du privé selon les standards de l'économie mondialisée, dans la mise en place de moyens de contrôle et de contre-pouvoirs (le CCSRP), qui ont joué un rôle important malgré leurs limites dans l'émergence d'une revendication de transparence et d'un dialogue entre l'État et la société civile. Ils traduisent aussi les demandes de régulation que les entreprises pétrolières adressent à l'État (règles du jeu claires, respect des contrats, sécurité et légitimité pour opérer...). L'arrivée de recettes pétrolières dans les caisses d'un État tchadien dont toutes les fonctions de légitimation étaient assurées depuis deux décennies par l'aide extérieure crée les conditions d'un choix : il dispose désormais de ressources propres qu'il peut choisir d'investir dans la coercition et la corruption, ou bien dans la reconstruction de ses fonctions de légitimation. L'arrivée d'acteurs pétroliers chinois participe des incertitudes de cette période : si leurs standards environnementaux et sociaux sont *a priori* moins explicites que ceux d'Exxon, ils partagent les mêmes intérêts en matière de stabilité sociopolitique et de respect des règles du jeu - tout en étant susceptibles de résoudre un des problèmes majeurs du Tchad - l'accès à l'énergie.

#### **Références :**

- Bégin-Favre J., 2008. *Insécurité. Une interprétation environnementale de la violence au Ouaddaï (Tchad oriental)*, thèse de géographie de l'université de Paris I, 434p.
- Le Billon, Ph. 2005 (ed.). *The Geopolitics of Resource Wars. Resource Dependence, Governance and Violence*, Routledge, 277p.
- Magrin G., 2001. *Le sud du Tchad en mutation. Des champs de coton aux sirènes de l'or noir*, Paris, Sépia-CIRAD, 2001, 427p.
- Magrin G., van Vliet G., 2009. "The Use of Oil Revenues in Africa", in Lesourne J. (ed.), *Governance of Oil in Africa: Unfinished Business*, Paris, Ifri, Les Etudes, Gouvernance européenne et géopolitique de l'énergie, Tome 6 : 103-163.
- Pegg S., 2009. "Chronicle of a death foretold : the collapse of the Chad-Cameroon Pipeline Project", *African Affairs* 108/432 : 311-320.
- Rosser A., 2006. *The Political Economy of the Resource Curse : A Literature Survey*, IDS Working paper n°268, Centre for the Future State, 34p.
- Soares de Oliveira R., 2007. *Oil and Politics in the Gulf of Guinea*, London, Hurst & Company, 379p.
- Van Vliet G., Magrin G., 2009. "Public steering in the hydrofuel sector. Conditions for trajectory bifurcation in Chad and Mauritania", 21<sup>st</sup> world Congress of Political Science, Santiago du Chili, 12-16 juillet 2009.
- [www.ifri.org/files/Energie/MAGRIN.pdf](http://www.ifri.org/files/Energie/MAGRIN.pdf)

## **Les rencontres de Châteaudun : « Tchad carrefour des cultures »**

Le Cercle culturel Afro-Européen, animé par Ndirimian Boumbé, a organisé du 28 au 29 novembre 2009, à Châteaudun en Eure-et-Loir, une manifestation culturelle intitulée « Tchad carrefour des cultures », avec la participation de l'ambassade du Tchad en France.

De nombreux Tchadiens de la région avaient été invités ainsi que des écrivains résidant en Europe dont le romancier et nouvelliste Noël Nétonon Ndjekery, le poète et romancier Bana Djangrang Nimrod, l'universitaire Laurent Laoukissam Feckoua, maître de conférences à l'Université de Nanterre et auteur de l'essai : « Tchad, la solution fédérale », le conteur musicien Keyba Natar Toïngar accompagné de Gérard Mbaïguedem, et moi-même, auteur de plusieurs œuvres autobiographiques.

Le maire de la ville, assisté de plusieurs membres du conseil municipal, a ouvert ces journées dans le salon de l'Hôtel de Ville avec un chaleureux discours de bienvenue où ses concitoyens ont été conviés à faire connaissance avec la culture d'un pays qu'ils connaissent peu, à savoir le Tchad.

Le programme culturel a débuté à la Médiathèque par la projection d'un court métrage de 34 minutes, intitulé « Enfant immigré », réalisé grâce au concours financier du Conseil général. L'auteur est un jeune Tchadien, Pépiang Toufdy qui, en mêlant images d'archives et prises de vue récentes, retrace le parcours d'un adolescent parti de son village natal au Tchad pour la France où il vit et étudie. Malgré quelques maladresses, le film est attachant et a suscité de vives discussions.

Etait ensuite prévue la visite d'une présentation des objets artisanaux du Tchad accompagnée d'une exposition-vente de livres d'auteurs tchadiens.

La dernière partie de la soirée a été consacrée à un débat ayant pour thème la littérature tchadienne avec les écrivains Ndjekery, Nimrod et moi-même. Nous avons répondu aux questions pertinentes d'auditeurs très intéressés.

Mais ce qui a enchanté tout le public a été sans conteste les prestations intermédiaires du conteur, joueur de balafon, Natar Toïngar, réactualisant les contes traditionnels du Tchad avec talent et verve. Il était accompagné du musicien Mbaïguedem, excellent lui aussi.

Dans l'après-midi de la journée du 29 novembre, un public toujours aussi nombreux est venu assister à la conférence sur la culture tchadienne de Laurent Laoukissam Feckoua. Les manifestations ont pris fin vers 18 heures avec le départ des invités.

Ces rencontres particulièrement réussies, bien organisées et enrichissantes sont dues à un travail d'équipe où se sont retrouvés de nombreux Dunois très motivés ainsi qu'à la compétence et à l'active implication de madame Sylvie Grunberg, conservatrice de la Médiathèque.

Les Tchadiens ont toutefois regretté l'absence d'un membre de l'ambassade du Tchad, en particulier celle du conseiller culturel dont la visite était attendue.

Antoine Bangui Rombaye

**Vous pouvez envoyer à Béatrice Dedieu-Anglade, vos informations, commentaires et notes bibliographiques qui paraîtront dans la prochaine lettre.**

**Nous privilégions l'envoi de ces lettres par courrier électronique. Si vous désirez les recevoir, veuillez indiquer vos coordonnées à Béatrice Dedieu-Anglade, trésorière, 8 rue de Pouy 75013 Paris ou par courriel : [beadieu@gmail.com](mailto:beadieu@gmail.com)**